

# L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com



**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

**Bourse Uemoa**

## La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

**Afrique de l'Ouest**

## Une mission du médiateur de la CEDEAO au Burkina Faso

Dans le cadre de la mise en œuvre du mandat qui lui a été assigné, lors du Sommet extraordinaire du ... • (Page 08)

**Protection en ligne de l'enfance**

## L'ANSSI en campagne de sensibilisation des utilisateurs du Cyberespace

Le vendredi 17 juin 2022, l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) a procédé ... • (Page 11)

**Secteur privé béninois**

# Le nouveau bureau du Patronat installé demain

• (Page 03)



• Le nouveau Président du patronat, Eustache Kotingan

**Assurance maladie-ARCH**

## Za-Kpota rejoint le lot des communes bénéficiaires

Za-kpota, dans le département du Zou, rejoint désormais les localités bénéficiaires du volet Assurance maladie ... • (Pages 08)

**Régulation du coût des produits**

## Les prix du ciment dans les communes du Bénin

C'est par arrêté interministériel Année 2022/MIC/MDC/MEF/DC/SGM/DCI/SA/033SGG22 du 17 Juin 2022 portant fixation des prix de cession du ciment ... • (Page 04)

**Festival International Vootoon**

## Un grand rendez-vous autour du dessin numérique

Des acteurs nationaux comme internationaux du dessin étaient réunis à Cotonou autour du Festival International Vootoon (FIV 2022). Initiée par l'Association des ... • (Page 11)

**Marchés publics**

## Afrique Formation et Conseils lance un appel à candidatures

Le cabinet Afrique Formation et Conseils (AFC) lance un dernier appel à candidatures pour l'inscription au premier ... • (Page 09)

**Importation de produits céréaliers**

• (Page 02)

# Le Bénin, 1<sup>er</sup> consommateur du blé russe en Afrique



Taux de change du Fcfa XOF offert par

**L'économiste**

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	628.36	655.95	764.57	1.51	78.98	39.00	4.68	93.00	171.07	8.04

## Importation de produits céréaliers

# Le Bénin, 1<sup>er</sup> consommateur du blé russe en Afrique

(Et si le Bénin produisait son propre blé ?)

Le Bénin est le plus grand importateur de blé de la Russie. Un rapport du 16 mars 2022 de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) indique que le Bénin a importé des milliers de tonnes du pays de Vladimir Poutine en 2020.

• Abdul Wahab ADO

Le Bénin est le pays africain le plus dépendant de la Russie pour son approvisionnement en blé. Selon le rapport de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). En 2020, le pays des tsars lui a fourni la totalité de ses achats de blé et de méteil (29 000 tonnes) pour une valeur de 7,6 millions \$, selon les données. L'institution onusienne classe le Bénin, premier pays dépendant du blé russe. Il est suivi de la Somalie dans le classement des 25 nations africaines qui dépendent le plus de la Russie et de l'Ukraine pour leurs achats de la céréale. L'Egypte, occupe la troisième place du classement. La RDC est 4<sup>ème</sup>, le Soudan 5<sup>ème</sup>, le Sénégal, 6<sup>ème</sup> pays dépendant du blé russe. Il y a également sur cette liste des pays qui importent plus le blé russe, la Tanzanie, le Rwanda, Madagascar, le Congo, le Burkina Faso et la Gambie. Il faut dire d'une manière générale que l'Afrique a importé entre 2018 et 2020 pour 3,7 milliards \$ et 1,4 milliard \$ de blé respectivement de la Russie et de l'Ukraine, soit 44 % de ses besoins. Les importations du blé ont progressé les années suivantes. En 2018-2020, l'Afrique a importé pour 3,7 milliards de dollars de blé (32 % du total

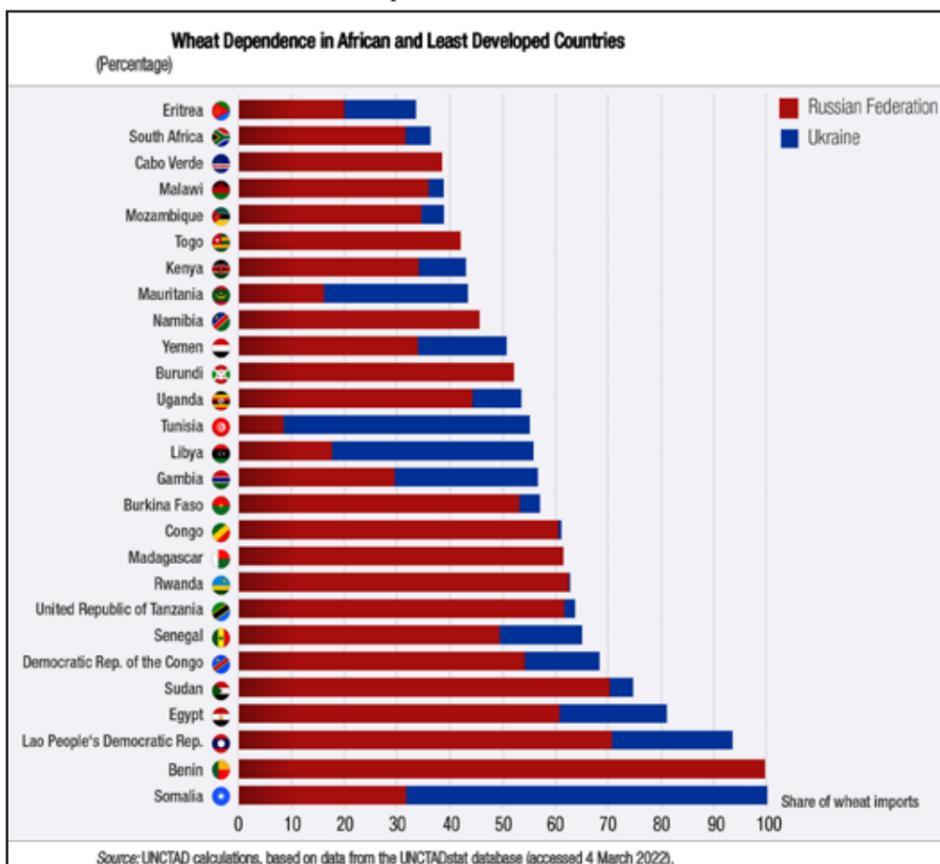


des importations africaines de blé) en provenance de la Fédération de Russie et pour 1,4 milliard de dollars en provenance d'Ukraine (12 % des importations totales de blé africain). Le rapport de la CNUCED vient mettre à nouveau en lumière la vulnérabilité des pays africains concernant leur sécurité alimentaire dans un contexte où la guerre entre la Russie et l'Ukraine bouleverse le commerce de plusieurs denrées de base essentielles pour le continent. Des pays comme le Bénin, l'un des plus des gros importateurs de blé russe ont souffert de la pénurie de la farine à cause de la guerre Russo-Ukrainienne.

### Et si le Bénin produisait son propre blé ?

La guerre Russo-Ukrainienne en mis en difficulté plusieurs usines et boulangerie. Une pénurie sans précédent de la céréale qui a fait baisser les importations du blé. Cette crise devrait permettre au Bénin de

revoir sa politique agricole en matière de production de céréales notamment le blé. Si le Burkina-Faso produit déjà son propre blé, le Bénin peut également le faire. En effet, au Burkina-Faso, une semence de céréale de blé est disponible selon Dr Jacob SANOU, chercheur de l'INERA. Le sol burkinabè est favorable et le rendement est de 4 à 6 tonnes par hectare avec une durée de trois mois de production après la semence. Cultiver du blé dans un pays du Sahel est possible et pourquoi pas le Bénin qui dispose de terres abondantes pour cette production. Une production propre du blé va par ricochet réduire les importations. Les tonnes de blés importées chaque année constituent une richesse pour la Russie. Si une attention particulière est accordée à la production du blé made in Bénin comme ce fut pour certains produits agricoles tels que le riz, le maïs, le soja, etc. cela apporterait des devises supplémentaires à l'économie béninoise.



## AUX DECIDEURS...

# Téléphone, le mal nécessaire

Le 21<sup>e</sup> siècle est considéré comme le siècle de la communication. Il l'est effectivement à la suite de l'implosion technologique et de la poussée vers l'inclusion financière à travers les transactions électroniques. Le téléphone du 21<sup>e</sup> siècle, c'est la Vie. Il y en a de toutes les gammes et donc de toutes les bourses. Il y a des téléphones intelligents susceptibles de remplacer l'ordinateur, même si son interface n'offre pas le même confort que l'écran et le clavier d'ordinateur. Ces téléphones permettent de gérer les mails, les comptes bancaires, de convertir des documents Word en PDF, de signer des documents numériques, d'utiliser de nombreuses applications professionnelles et d'exploiter de très nombreux autres services pour être en relation avec ses connaissances de par le monde. Il s'agit de téléphones portables à l'usage de personnes lettrées, capables d'en faire une utilisation plus ou moins optimale. Mais, ils ne sont pas proscrits aux illettrés qui éprouvent le plaisir d'être en compagnie d'un smartphone, pour peu qu'ils disposent de moyens. Car, l'acquisition de ces genres de téléphones, force un peu la bourse. Suivant leurs performances, les coûts varient, en CFA, de 70.000F à des montants effarants pour les plus nantis. Dans cette catégorie de téléphones intelligents, il y en a de bas de gamme à des prix inférieurs à 50.000F. En plus des téléphones intelligents, les fabricants ont bien pensé aux pauvres-illettrés qui ne s'accommodent ni au snobisme, ni aux mondanités. Pour cette catégorie de citoyens, le téléphone sert essentiellement à deux choses : émettre et recevoir des appels, puis recevoir des transferts d'argent électronique. Toute chose qu'effectuent les téléphones intelligents. Le bas peuple acquiert le téléphone qui convient à son statut d'indigent à moins de 10.000F. Alors, il est rare aujourd'hui que les citoyens de toutes conditions sociales se privent de cet outil de communication. En conséquence, ce secteur d'activités est devenu très rentable. Les points de vente s'érigent à profusion. Pour les hommes d'affaires, les acteurs politiques, les gouvernants, les dirigeants et autres personnalités, les dépenses qu'engendre l'utilisation du téléphone leur est certainement marginale. Mais pour les autres citoyens, l'utilisation du téléphone, contraint parfois à se ceindre les reins et à se priver de sa ration alimentaire journalière. Car, créditer le téléphone pour émettre un appel ou envoyer un message est parfois prioritaire que de gaver sa panse avec un bourratif, pourtant si nécessaire. Choisir ou ne pas choisir est tout de même un choix. Priorité à la communication au détriment des cinq besoins fondamentaux de l'homme. Qui sait si, finalement, la communication n'est pas la panacée pour solutionner les besoins fondamentaux humains ?

Jean-Claude KOUAGOU

## Eco secret

# Mali : les prix des produits pétroliers flambent

Au Mali, les prix des produits pétroliers ont de nouveau connu une hausse. Selon le directeur général de l'Office national des produits pétroliers (ONAP), cette situation s'explique par la flambée des prix des produits au niveau mondial. Ainsi, le litre du super sans plomb passe de 762 à 811 F CFA et celui du gasoil, de 760 à 809 F CFA à partir de ce mercredi 8 juin à 00H00. Dans son communiqué publié mardi soir, le directeur général de l'Onap a expliqué que cette hausse est également provoquée par plusieurs autres « facteurs exogènes ayant eu pour conséquence la hausse des cours des produits pétroliers ».

## Secteur privé béninois

## Le nouveau bureau du Patronat, installé demain

Environ un mois après l'Assemblée générale qui a consacré leur élection, les nouveaux membres du Bureau Exécutif du Conseil national du Patronat du Bénin (CNP-Bénin), seront investis dans leurs fonctions ce mardi 21 juin.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Conscients des défis à relever pour un secteur privé béninois plus compétitif et à fort impact sur la croissance économique, les nouveaux membres du Bureau Exécutif du Conseil national du Patronat du Bénin (CNP Bénin) se ménagent pour entrer dans l'exercice de leurs fonctions dès ce mardi 21 juin 2022. C'est ce qui est à retenir de la rencontre organisée par l'institution avec les médias le vendredi 17 juin à Novotel de Cotonou. A en croire le Directeur Exécutif du



● Bernard Kossi Hounnoui, Directeur Exécutif du CNP-Bénin

CNP-Bénin, Bernard Kossi Hounnoui, au-delà d'être consacré à l'installation du Président Eustache Kotingan et des sept (07) autres membres du Bureau, cette

cérémonie sera l'occasion de présenter au public les 25 membres du Conseil d'Administration élus à la faveur de l'Assemblée générale du 25 mai dernier. Aux côtés des autorités béninoises qui sont annoncées à cette cérémonie, plusieurs invités d'Afrique et d'Europe sont attendus. A ce propos, il s'agit du président de la Fédération des organisations patronales de l'Afrique de l'Ouest (FOPAO), dont le CNP-Bénin est membre ; du vice-président du FOPAO qui représente pour la circonstance la Confédération générale des entreprises de

Côte d'Ivoire (CGECI) ; et du président de l'Union Nationale des Opérateurs Économiques du Congo (UNOC) qui représentera les patronats de l'Afrique Centrale. Le président du Mouvement des Entreprises de la France (MEDEF), président des patronats francophones prendra part, par visio-conférence, à cette rencontre. Les patronats du Maroc, Sénégal, Niger, Burkina Faso et autres, sont également annoncés. Du reste, il est à noter que cette cérémonie sera, par ailleurs, l'occasion pour le CNP-Bénin de présenter à ses hôtes, les potentialités économiques du Bénin.

## Partenariat Public Privé

## La CEDEAO organise un forum régional des parties prenantes

La Commission de la CEDEAO a organisé du 8 au 11 Juin 2022 à Dakar au Sénégal, un forum régional sur les parties prenantes du Partenariat Public Privé (PPP) de la CEDEAO. Cette réunion organisée avec le soutien de l'Union Européenne avait pour objectif de créer une plateforme où les régulateurs nationaux de PPP pourraient échanger des expériences et idées, partager les meilleures pratiques, discuter les questions régionales de PPP, adopter les cadres appropriés avec l'avantage général d'accélérer le développement des infrastructures régionales.

Étaient présents, les spécialistes en PPP des Etats Membres, les organisations sous régionales telles que le Mano River Union, l'OMVG, et les agences de la CEDEAO telles que le PDDU, le WAPP, l'ERERA, les partenaires au développement (AECID, Union Européenne, UNIDO), la BIDC et les représentants du secteur privé ouest-africain, de même que les cadres de la Commission de la CEDEAO. La cérémonie d'ouverture de cette réunion a été marquée successivement par le discours de bienvenue de M. KEBBA FYE, Directeur par intérim du PDDU au nom du Commissaire PATHE GUEYE, en charge des Infrastructures de la Commission de la CEDEAO, les mots de M. DAVID PASQUALE, Représentant de l'AECID, de M. RAFIK FEKI, Représentant de l'ONUDI et l'allocution d'ouverture prononcée par M. KARIM NDIAYE au nom de S.E. AMADOU HOTT, Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération du Sénégal. Au cours de cette réunion, les intervenants ont souligné l'importance de la mise en place de ce forum régional ouest-africain des parties prenantes PPP qui permettra d'examiner des projets PPP régionaux de la CEDEAO et d'échanger les expériences/meilleures pratiques afin de revitaliser l'intérêt des Etats membres



à développer la gouvernance, la législation et la réglementation relatives aux projets PPP. Le forum de Dakar a également connu le lancement de la plateforme régionale en ligne et le réseau des parties prenantes. De même, le certificat de transfert de la plateforme a présenté aux représentants de la Commission de la CEDEAO par M. CHRISTOPHE YVETOT, Représentant de l'ONUDI pour le Sénégal, le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée Bissau et la Mauritanie. La réunion a également formulé des recommandations dont les principales sont d'inclure les infrastructures économiques et sociales dans le pipeline des projets régionaux afin de réaliser la Vision 2050 de la CEDEAO, de renforcer continuellement les capacités des experts des Etats membres et de veiller à la solide préparation des projets, en particulier lors de la structuration financière pour permettre une gestion efficace des contrats. En marge

des travaux de cette réunion de Dakar, une délégation des participants au Forum régional conduite par Monsieur PATHE GUEYE, Commissaire des Infrastructures de la CEDEAO, a visité l'innovant projet du Train Express Régional (TER) du Sénégal. Cette visite guidée par Monsieur MOUNTAGA SY, Directeur Général de l'APIX-Sénégal, Agence d'exécution du projet, a permis à la délégation d'avoir une meilleure compréhension du projet grâce aux points saillants présentés. La réunion s'est

achevée avec les remerciements des participants au Gouvernement et au peuple Sénégalais à travers SE le Président MACKY SALL pour l'accueil chaleureux et les excellentes facilités mises à leur disposition. Il faut préciser que la politique pour les projets régionaux de partenariat public-privé et ses lignes directrices associées ont été adoptées par la 60e session ordinaire des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO du 12 Décembre 2021, qui a reconnu que ni les lois/législations nationales sur les PPP, ni le Code de passation des marchés de la CEDEAO, ne traitent de manière adéquate le développement des projets régionaux de PPP et que l'adoption d'un ensemble de documents cohérents pour l'identification, le développement et la mise en œuvre des projets régionaux de PPP est d'un immense avantage pour la Communauté.

Direction de la Communication, Commission de la CEDEAO



## Réforme du secteur de la décentralisation

## La Cellule de suivi et de contrôle de la gestion des Communes active

Nommés le mercredi 15 juin 2022 en Conseil des Ministres, les membres de la Cellule de Suivi et de Contrôle de la gestion des Communes ont été installés le vendredi 17 juin 2022. Le Conseiller Spécial du Président de la République, Johannes DAGNON, le Ministre de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale, Raphaël AKOTÈGNON, le Président de l'ANCB, Luc ATROKPO et d'autres cadres étaient témoins de la cérémonie présidée par le ministre d'Etat chargé du développement et de la coordination de l'action gouvernementale.

● Bidossessi WANOU

C'est effectif depuis le vendredi 17 juin. La Cellule de suivi et de contrôle de la gestion des Communes placée sous la coordination de Aminou Adjélé MAMAN assisté de Assogba Zacharie GBODJEYDO et composée de six membres est opérationnelle. C'est un nouveau pas dans l'amélioration de la gouvernance locale au Bénin. D'ailleurs, le président de l'Association nationale des communes du Bénin (ANCB) présent à l'occasion l'a martelé. Pour Luc Sètondji ATROKPO, l'installation des membres de la Cellule de Suivi et de Contrôle de la gestion des Communes vient confirmer une fois encore la volonté du Gouvernement du Président Patrice TALON d'induire une nouvelle ère dans la gestion des affaires locales du Bénin. Selon Abdoulaye Bio Tchané, ministre d'Etat chargé du plan, du développement et de la coordination de l'action gouvernementale, « la présente cérémonie d'installation

des membres de la Cellule de Suivi et de Contrôle de la gestion des Communes, est un signal qui consacre ainsi la mise en œuvre effective de la réforme du secteur de la décentralisation. La quête du développement nous impose cette rigueur à l'action ». Le ministre d'Etat a, à l'occasion, appelé les membres de la nouvelle cellule à travailler avec abnégation pour la réussite des réformes intervenues dans les communes. Il a insisté sur un accomplissement sans faille de la mission. Parlant de mission, la cellule doit « œuvrer à la mise en place des outils indispensables à l'opérationnalisation de la réforme et assurer le suivi et le contrôle de la gestion des Communes », telle que définie et détaillée par le Décret N°2022 - 303 du 25 Mai 2022 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la Cellule de suivi et de contrôle de la gestion des Communes. Ladite Cellule, faudrait-il le souligner, est rattachée au Secrétariat Général de la Présidence de la République.

Régulation du coût des produits

# Les prix du ciment dans les communes du Bénin

C'est par arrêté interministériel Année 2022/MIC/MDC/MEF/DC/SGM/DCI/SA/033SGG22 du 17 Juin 2022 portant fixation des prix de cession du ciment aux consommateurs en République du Bénin et conformément aux dispositions de l'article 05 de la loi N° 2016-25 du 04 novembre 2016 portant organisation de la concurrence en République du Bénin, que le gouvernement a décidé de prendre ses responsabilités en ce qui concerne la régulation du prix du ciment. Les coûts ont été ainsi fixés par commune, une décision qui viendra soulager la peine des populations qui n'en peuvent plus face à l'enchère et la cherté de la vie. Découvrez-ici l'intégralité de l'arrêté interministériel.



**ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL**  
ANNÉE N°2022 MIC/MDC/MEF/DC/SGM/DCI/SA/033SGG22  
PORTANT FIXATION DES PRIX DE CESSION DU CIMENT AUX CONSOMMATEURS EN REPUBLIQUE DU BENIN

**LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE,  
LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT ET DE LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE,  
LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

Vu la loi n°90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin telle que modifiée par la loi n° 2019-40 du 07 novembre 2019 ;  
vu l'ordonnance 20/PR/MFAEP du 05 juillet 1967 portant réglementation des prix et stocks en République du Bénin ;  
vu la loi n°90-005 du 15 mai 1990 fixant les conditions d'exercice des activités de commerce en République du Bénin telle que modifiée par la loi n°93-007 du 29 mars 1993 ;  
vu la loi n°2016-025 du 04 novembre 2016 portant organisation de la concurrence en République du Bénin ;  
vu la loi n°2007-21 du 16 octobre 2007 portant protection du consommateur en République du Bénin ;  
vu la décision portant proclamation, le 21 avril 2021 par la Cour constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 11 avril 2021 ;  
vu le décret n°2021-257 du 25 mai 2021 portant composition du Gouvernement ;  
vu le décret n°2021-401 du 28 juillet 2021 fixant la structure-type des Ministères ;  
vu le décret n°2021-542 du 27 octobre 2021 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Industrie et du Commerce ;  
vu le décret n°2021-324 du 30 juin 2021 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère du Développement et de la Coordination de l'Action Gouvernementale ;  
vu le décret n°2021-307 du 9 juin 2021 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Economie et des Finances ;

**ARRÊTENT**

**Article premier**  
Conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n°2016-25 du 04 novembre 2016 portant organisation de la concurrence en République du Bénin, le prix de cession aux consommateurs de la tonne de ciment dans les différentes communes du Bénin est plafonné comme suit :

DEPARTEMENTS	VILLES	PRIX PLAFOND
1 ALIBORI	Malanville	90 000
	Kandi	85 000
	Banikoara	88 300
	Gogounou	87 800
	Karimama	90 000

DEPARTEMENTS	VILLES	PRIX PLAFOND	
1 ALIBORI	Malanville	90 000	
	Kandi	85 000	
	Banikoara	88 300	
	Gogounou	87 800	
	Karimama	90 000	
	Ségbana	90 000	
	Natitingou	86 000	
	Boucoumbé	88 300	
2 ATACORA	Cobly	89 000	
	Kérou	89 000	
	Kouandé	87 800	
	Matéri	89 000	
	Péhunco	87 200	
	Tanguiéta	87 800	
	Toucountouna	88 300	
DEPARTEMENTS	VILLES	PRIX PLAFOND	
3 ATLANTIQUE	Abomey-Calavi	75 000	
	Allada	75 000	
	Kpomassè	75 000	
	Ouidah	75 000	
	Sô-Ava	75 000	
	Toffo	75 000	
	Tori	75 000	
	Zé	75 000	
4 BORGOU	Parakou	83 000	
	Bembèrèkè	86 000	
	Kalalé	87 200	
	N'Dali	85 400	
	Nikki	86 000	
5 COLLINES	Pèrèrè	86 000	
	Sinendé	86 600	
	Tchaourou	81 900	
	Dassa-Zoumè	77 000	
	Bantè	77 000	
	Glazoué	77 000	
	Ouessè	79 400	
6 COUFFO	Savalou	77 000	
	Savè	77 000	
	Aplahoué	77 000	
	Djakotomey	77 000	
	Dogbo	77 000	
7 DONGA	Klouékanmey	77 000	
	Lalo	77 000	
	Toviklin	77 000	
	Djougou	85 000	
8 LITTORAL	Bassila	81 800	
	Copargo	86 600	
9 MONO	Ouaké	87 200	
	Cotonou	75 000	

DEPARTEMENTS	VILLES	PRIX PLAFOND
10 OUEME	Aguégués	74 000
	Akpro-Missérétié	74 000
	Avrankou	74 000
	Bonou	74 000
	Dangbo	74 000
	Sèmè-Podji	74 000
	Adja-ouèrè	69 700
	Ifangni	71 700
	Kétou	69 700
	Pobè	69 700
11 PLATEAU	Sakété	71 700
	Bohicon	74 500
	Abomey	74 500
	Agbangnizoun	74 500
	Covè	69 900
12 ZOU	Djidja	74 500
	Ouinhi	68 900
	Zagnanado	69 900
	Za-kpota	74 500
	Zogbodomé	74 500

Les pratiques anticoncurrentielles sont punies par les textes en vigueur.

**Article 2**  
Les prix plafonnés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté ne s'appliquent pas aux ventes destinées aux chantiers publics et aux contrats entre entreprises.

**Article 3**  
Seules les personnes physiques ou morales ayant la qualité de commerçant peuvent acheter pour revendre le ciment en République du Bénin.

**Article 4**  
Les prix fixés à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sont valables pour une période de quatre (04) mois renouvelable à compter de la date de signature du présent arrêté.

**Article 5**  
Durant la période prescrite à l'article 4 du présent arrêté, les services compétents du Ministère en charge du Commerce procèdent à des contrôles stricts et réguliers des prix.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est punie conformément aux textes en vigueur.

**Article 6**  
Le présent arrêté, qui prend effet pour compter de la date de sa signature abroge toutes dispositions antérieures contraires. Il sera publié partout où besoin sera.

Fait à Cotonou, le 17 juin 2022

  
**Shadiya ASSOUMAN**  
 Ministre de l'Industrie et du Commerce

  
**Romuald WADAGNI**  
 Ministre de l'Economie et des Finances

  
**Abdoulaye BIO TCHANE**  
 Ministre du Développement et de la Coordination de l'Action Gouvernementale

AMPLIATIONS : PR 4 - AN 4 - CC 2 - CS 2 - HAAC 2 - MAEP 2 - AUTRES MINISTRES 22 - SGG 4 - JORB 1.

Monnaie et économie

## Peut-on réglementer les cryptomonnaies ?

Contrôlées par personne, ni par un gouvernement, ni une banque ou une institution quelconque, les cryptomonnaies continuent d'évoluer dans la confusion totale. Mais ce secteur lucratif dont la capitalisation boursière est actuellement évaluée à plus de 1 000 milliards de dollars (1 700 milliards de dollars en février 2021), pourrait être maîtrisé et réglementé.

• Issa SIKITI DA SILVA

À en croire Sofija Vidjikant, spécialiste en marketing et technologie, les gouvernements peuvent influencer le prix des monnaies digitales de plusieurs manières. Premièrement, ils peuvent réguler le prix des actifs numériques par des actions d'achat et de vente sur les marchés internationaux. Deuxièmement, ils peuvent s'engager dans la création de réglementations strictes qui pourraient inévitablement entraîner une augmentation des coûts, indique-t-elle sur le site de Softjour. C'est à travers ces deux stra-

tégies, renchérit-elle, que les gouvernements auront le potentiel d'apporter des changements, mais qui n'affecteraient probablement pas les cryptomonnaies à plus grande échelle. Étant donné que les cryptomonnaies sont achetées et vendues à l'échelle internationale, la réglementation nécessiterait de gros efforts dans un certain nombre de pays. Le Fonds monétaire international (FMI) a récemment tiré la sonnette d'alarme sur la réglementation des cryptomonnaies, soulignant que si elle était non coordonnée, elle entraînerait des flux de capitaux potentiellement

déstabilisateurs. Et pourtant, il n'y a eu jusqu'à présent aucun effort de réglementation coordonnée au niveau international sur les cryptomonnaies, soutient Sofija Vidjikant, ajoutant toutefois que le « Global Future Council on Cryptocurrencies » du Forum économique mondial travaille sur l'évaluation des risques et la réponse politique à l'essor de la cryptographie. Par ailleurs, les banques du monde entier surveillent les tendances de la crypto-régulation, avec un intérêt commun afin de stabiliser leurs systèmes monétaires.

« Cryptoisation »

Selon le FMI, la détermination de la valorisation n'est pas le seul défi de l'écosystème crypto. « L'identification, la surveillance et la gestion des risques défient les régulateurs et les entreprises. Ceux-ci incluent, par exemple, les risques d'intégrité opérationnelle et financière liés aux échanges d'actifs cryptographiques et aux portefeuilles, la protection des investisseurs, les réserves inadéquates et la divulgation inexacte de certaines pièces stables », expliquent Tobias Adrian, Dong He et Aditya Narain, trois experts du FMI. En plus, indiquent-ils, dans les économies dites émer-

gentes et celles des pays en développement, l'avènement de la cryptographie peut accélérer ce qu'on appelle le phénomène de la « cryptoisation », c'est à dire lorsque ces actifs remplacent la monnaie nationale et contournent les restrictions de change et les mesures de gestion du compte de capital. La décision unilatérale fin avril du gouvernement de la République Centrafricaine (RCA) d'adopter le Bitcoin comme monnaie légale au côté du Franc CFA avait provoqué un tollé général dans le camp des instances financières régionales et internationales, lesquelles craignaient

que d'autres pays – surtout ceux qui se sentent coincés par « l'indésirable » FCFA – d'emboîter le pas aux centrafricains. « Ces risques soulignent pourquoi nous avons maintenant besoin de normes internationales complètes qui traitent plus complètement les risques pour le système financier des actifs cryptographiques, de leur écosystème associé et de leurs transactions connexes, tout en permettant un environnement propice aux produits et applications utiles d'actifs cryptographiques », expliquent les experts du FMI cités ci-dessus.

# Indicateurs économiques du Bénin

## Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

## Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

## Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

## Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

## Investissement

### Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: \*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. \*\*Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. \*\*\* Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. \*\*\*\* Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

	2014	2015	2016
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : \* L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. \*\* L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. \*\*\* Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. \*\*\*\* La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9,27 milliards USD	Déc 2017	8,57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14,7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10,7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0,8%	Mai 2018	1,9
L'inflation alimentaire	1,8%	Mai 2018	5,3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4,5%	Juin 2018	4,5
Fort taux d'intérêt	6,93%	Déc 2016	6,99
Taux interbancaire	5,08%	Mai 2018	3,75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA - Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA - Milliards	Mars 2018	82,05
Importations	338 FCFA - Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7,1%	Dec 2016	-6,5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23,2%	Dec 2016	21,3
Budgets du gouvernement	-5,8% of GDP	Dec 2017	-6,2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79,58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57,9%	Mars 2018	63,4
Indice de compétitivité	3,47 points	Dec 2018	3,47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5,4%	Mars 2018	26,6
Indice économique avancée	0,8%	Fev 2018	0,7

## Pêche, sécurité alimentaire

## L'OMC signe des accords « historiques »

L'OMC a annoncé vendredi être parvenue à signer plusieurs accords pour garantir notamment la sécurité alimentaire des peuples et préserver les océans.

Insécurité alimentaire créée par l'invasion russe en Ukraine, lutte contre la surpêche, levée temporaire des brevets des vaccins anti-Covid... L'Organisation mondiale du commerce (OMC), réunie cette semaine pour sa 12e conférence ministérielle, a signé une série d'accords « historiques » destinée à « répondre aux urgences de notre époque », a déclaré la directrice de l'OMC Ngozi Okonjo-Iweala, devant les chefs de délégation des 164 pays membres de l'organisation.

La conférence avait pour ambition non seulement de s'attaquer à l'insécurité alimentaire créée par la Russie, mais elle voulait aussi supprimer des subventions qui facilitent la surpêche et vident les océans, lever temporairement les brevets qui protègent les vaccins anti-Covid ou encore réformer l'OMC elle-même.

Après plusieurs journées de tractations intenses, marquées par de nombreuses incertitudes et l'intransigeance de l'Inde sur plusieurs textes, les négociateurs ont fini par s'entendre sur tous ces sujets, a annoncé le président de la conférence ministérielle Timur Suleimenov, chef de cabinet adjoint du président du Kazakhstan. L'OMC n'a toutefois pas publié dans l'immédiat les textes finaux.

## « Aujourd'hui, vous avez vraiment gagné votre salaire »

« Aujourd'hui, vous avez vraiment gagné votre salaire », a lancé Ngozi Okonjo-Iweala aux ambassadeurs. Après ces longues heures de négociations, elle a reconnu ne plus vraiment savoir « où je suis et où je suis assise ». Mais malgré la fatigue, elle a d'ores et déjà appelé les délégations à poursuivre sur leur élan. « Nous avons encore du travail devant nous. J'ai pu voir ce que nous sommes capables de faire », a-t-elle continué. Deux pays se sont d'ores et déjà proposé pour organiser la prochaine conférence ministérielle – le Cameroun et les Émirats arabes unis qui devrait avoir lieu fin 2023, a annoncé Timur Suleimenov.

Un résultat « sans précédent » arraché après cinq jours d'intenses négociations. C'est « un ensemble de résultats sans précédent. Il y a longtemps que l'OMC n'avait pas obtenu un nombre aussi important de résultats multilatéraux. Les résultats démontrent que l'OMC est capable de répondre aux urgences de notre époque



», a déclaré la directrice de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, devant les chefs de délégation des 164 pays membres de l'organisation.

Mais, lorsque la réunion a débuté dimanche, l'espoir de conclure sur tous ces sujets était mince tant les divergences entre délégations restaient importantes. La dirigeante de l'organisation elle-même plaçait la barre du succès à l'adoption d'un ou deux textes. La réunion a duré pratiquement trente-six heures de plus que prévu. C'est finalement aux alentours de 3 heures, heure de référence, que la directrice générale a abattu le marteau qui marque l'adoption formelle des textes.

## La sécurité alimentaire au cœur de la réunion

Le texte sur l'insécurité alimentaire était très attendu, bien qu'il ne s'agisse que d'une déclaration ministérielle. La guerre menée par les Russes prive le monde de céréales et d'engrais, fait flamber les prix et menace de faim des millions de gens dans le monde. Le document adopté souligne l'importance « de ne pas imposer de prohibitions ou de restrictions à l'exportation » qui soient contraires aux règles de l'OMC. Il demande que toutes les mesures d'urgence introduites pour répondre à des préoccupations en matière de sécurité alimentaire, comme un gel des exportations, « soient temporaires, ciblées et transparentes », et soient notifiées à l'OMC. Un second texte protège les achats de nourriture du Programme alimentaire mondial de restrictions qui pourraient être imposées par certains pays.

Jusqu'à pratiquement la dernière minute, l'accord sur la pêche est resté incertain et, même si le texte est édulcoré par rapport aux ambitions initiales, Ngozi Okonjo-Iweala n'a pas moins revendiqué un succès. C'était l'un des sujets phares de cette ministérielle. Les négociations sur le sujet ont été lancées il y a plus de 20 ans et s'inscrivent dans les objectifs du développement durable de l'ONU. Il s'agit

en particulier d'interdire certaines formes de subventions qui peuvent encourager les prélèvements illégaux. Pour aider les pays en développement, l'OMC veut mettre en place un fonds permettant d'apporter une assistance technique et renforcer leurs capacités afin que ces pays puissent mettre en œuvre l'accord et aider leurs pêcheurs à se tourner vers une pêche plus durable.

La levée des brevets sur les vaccins anti-Covid adoptée Après deux ans et demi de lutte contre la pandémie de Covid-19, les États membres ont réussi à s'accorder vendredi sur la facilitation du commerce des biens médicaux nécessaires à la lutte contre les pandémies. Un sujet d'importance pour éviter que le commerce des ingrédients et matériels ne soit restreint au moment où on en a le plus besoin. La levée temporaire des brevets protégeant les vaccins anti-Covid destinés aux pays en développement a également été adoptée. Ce sujet a fait l'objet d'âpres batailles entre le lobby pharmaceutique, des pays en développement et de nombreuses ONG. L'idée est de faciliter la production de sérum. Les États membres ont aussi reconduit le moratoire sur les transactions électroniques, malgré les réticences de l'Inde et de l'Afrique du Sud, qui regrettent de voir une potentielle retombée douanière de ces échanges leur échapper. Les cinq jours de négociations intenses ont été marqués par l'intransigeance indienne sur plusieurs dossiers, y compris sur les subventions qui contribuent à la surpêche. Le ministre indien du Commerce, Piyush Goyal, présenté comme l'empêchement de tourner en rond par de nombreuses délégations, a soutenu que son pays « ne fait pas obstacle à quoi que ce soit », mais est un « bâtisseur de consensus ». « L'Inde a toujours été un partenaire commercial réticent. L'Inde est connue pour sa réticence à signer des accords de libre-échange », a indiqué à l'Agence France-Presse Harsh V. Pant, professeur au King's College de Londres. La sécurité alimentaire au cœur de la réunion

## Bénin

## 14 millions \$ des Etats-Unis pour l'unité spéciale de surveillance des frontières



Unité d'élite de la police, l'USSF assure une mission de surveillance continue du territoire, des bornes frontières et de police de proximité dans neuf communes frontalières du Bénin. Au terme d'une visite de trois jours au Bénin, le sous-secrétaire d'Etat adjoint chargé de l'Afrique de l'Ouest au département d'Etat américain, Michael Gonzales (photo), a annoncé le mardi 14 juin, un appui financier de 14 millions de dollars sur trois ans pour l'unité spéciale béninoise de surveillance des frontières (USSF). Durant cette visite, le diplomate américain a rencontré le ministre béninois des Affaires étrangères, Aurélien Agbenonci, avec qui il a évoqué les défis sécuritaires auxquels fait face le Bénin qui enregistre un regain d'activisme des groupes terroristes dans le nord du pays. Dans ce cadre, il a annoncé « des exercices et des opérations conjointes avec les forces de défense béninoises », sans plus de précision. L'USSF est une unité d'élite de la police républicaine qui constitue la composante sécuritaire de la mise en œuvre institutionnelle de la politique nationale de développement des espaces frontaliers (PNDEF). Elle assure une mission de surveillance continue du territoire, des bornes frontières et de police de proximité dans neuf communes frontalières du Bénin. En 2016, les Etats-Unis avaient déjà fait don de matériels sécuritaires, dont des gilets pare-balles, des plaques de protection, et de chaînes de radio portatives à l'USSF.

## Ghana

## Les engrais organiques comme alternative aux engrais chimiques face à la flambée des prix

En Afrique, le renchérissement des cours des engrais minéraux pose de nombreux défis pour la production agricole. Cette situation critique pour la sécurité alimentaire pourrait engendrer cependant des opportunités pour le segment des engrais organiques. Au Ghana, le gouvernement a exhorté les exploitants à se tourner vers les engrais organiques afin de réduire l'impact de la hausse des cours des engrais minéraux sur leur production. Cette flambée des prix



déjà observée en 2021 a été aggravée par la guerre russo-ukrainienne ayant débuté le 24 février dernier avec le renchérissement des coûts de l'énergie et de production des matières premières. Le pays est particulièrement concerné par cette situation dans la mesure où il dépend à près de 40 % de la Russie pour ses importations totales d'engrais selon la FAO, ce qui représente le second taux de dépendance le plus important en Afrique après celui affiché par le Cameroun qui tourne autour de 48 %. Dans le cadre de cette stratégie, Owusu Afriyie Akoto, ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture souligne que plusieurs compagnies locales peuvent fournir durablement les producteurs. Parmi celles-ci figure l'IRECOP qui est spécialisée dans le compost organique et qui est engagé dans une stratégie d'expansion dans plusieurs régions du pays. « Nous avons identifié 18 fournisseurs d'engrais organiques et nous travaillons actuellement pour qu'ils approvisionnent nos exploitants dans le cadre d'un programme de subvention », explique le dirigeant. Selon les données du Centre international de développement des engrais (IFDC), le Ghana a consommé en 2020, 613 000 tonnes d'engrais dont 300 000 tonnes de NPK et d'urée. L'utilisation d'engrais organique reste résiduelle avec 200 tonnes.

## Lait et produits laitiers

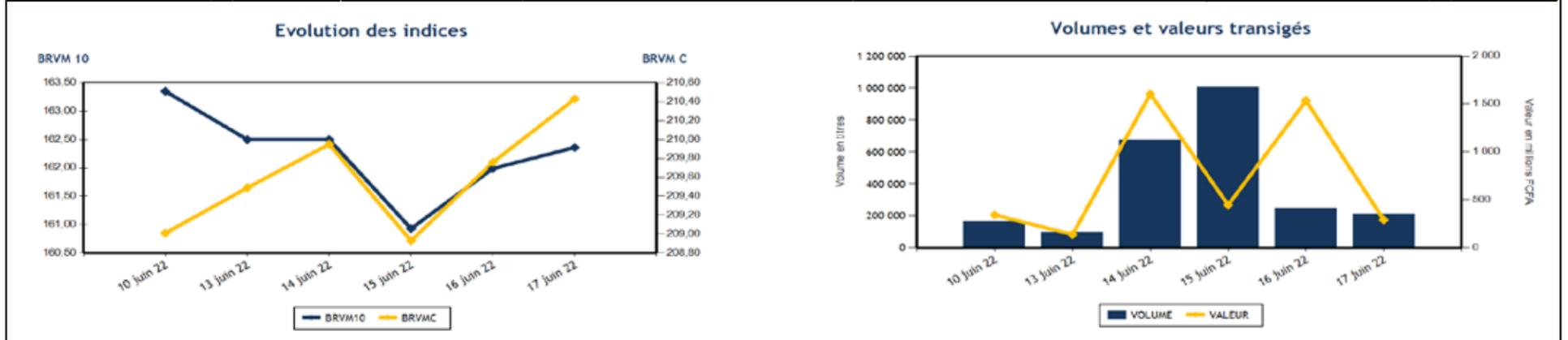
## Le Kenya veut doubler sa production laitière à l'horizon 2030



Au Kenya, l'industrie laitière est l'un des piliers de l'économie rurale. Sur le plan continental, le secteur est l'un des plus dynamiques avec une consommation qui bat des records. Au Kenya, les autorités rêvent grand pour l'industrie laitière. Selon Margaret Kibogy, directrice générale du Conseil laitier kenyan (KDB), l'exécutif prévoit de faire passer la production annuelle de lait cru à 12 milliards de litres d'ici 2030. Ce volume représenterait plus du double de l'offre actuelle qui se situe entre 5,5 et 5,8 milliards de litres. D'après la responsable, cet objectif se base sur la dynamique de croissance du secteur qui affiche un niveau de progression soutenu de 5 % par an avec les nouveaux investissements mis en œuvre par les entreprises privées. Pour le gouvernement, l'accroissement de la production vise principalement à répondre à la hausse de la demande dans le pays qui est le premier consommateur africain de lait par tête avec un volume annuel de 120 litres par habitant, soit le triple de la moyenne continentale (37 litres). Pour satisfaire ses besoins, le pays s'approvisionne auprès d'autres fournisseurs de la région d'Afrique de l'Est comme l'Ouganda, un producteur excédentaire.

Ecofin du 19 Juin 2022

<b>BRVM 10</b>	<b>162,36</b>	 <b>BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</b> N° 115 <span style="color: red;">vendredi 17 juin 2022</span> <span style="float: right;">Site : www.brvm.org</span>	<b>BRVM Composite</b>	<b>210,43</b>
Variation Jour	↑ 0,23 %		Variation Jour	↑ 0,32 %
Variation annuelle	↑ 5,77 %		Variation annuelle	↑ 4,03 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 334 522 498 647	0,32 %
Volume échangé (Actions & Droits)	211 772	82,46 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	278 348 261	23,97 %
Nombre de titres transigés	40	-4,76 %
Nombre de titres en hausse	13	8,33 %
Nombre de titres en baisse	6	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	21	16,67 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	11 290	7,47 %	120,51 %
SETAO CI (STAC)	1 470	7,30 %	101,37 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	16	6,67 %	-11,11 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 340	3,08 %	-20,24 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 795	2,71 %	-9,43 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 797 200 917 656	-0,03 %
Volume échangé	1 258	-99,04 %
Valeur transigée (FCFA)	12 860 100	-99,02 %
Nombre de titres transigés	3	-57,14 %
Nombre de titres en hausse	2	0,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL CI (TTLC)	2 300	-2,95 %	9,52 %
SONATEL SN (SNTS)	14 600	-0,68 %	4,47 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	860	-0,58 %	0,00 %
BOLLORE (SDSC)	1 895	-0,26 %	-26,26 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	4 650	-0,21 %	16,69 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	116,81	0,08 %	6,08 %	3 219	7 919 385	26,74
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	472,25	-0,46 %	5,21 %	4 675	31 390 155	9,63
BRVM - FINANCES	15	77,37	1,14 %	0,31 %	187 095	174 480 566	7,37
BRVM - TRANSPORT	2	461,03	-0,26 %	-25,89 %	68	129 130	7,40
BRVM - AGRICULTURE	5	345,90	0,63 %	42,16 %	7 032	43 656 945	6,31
BRVM - DISTRIBUTION	7	386,78	-0,88 %	-5,07 %	8 681	19 399 140	30,60
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 813,81	7,30 %	101,37 %	1 002	1 372 940	17,65
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,45	
Taux de rendement moyen du marché	6,06	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,38	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 290 000,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 607 049 918,82	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	4,28	
Ratio moyen de satisfaction	10,44	
Ratio moyen de tendance	243,99	
Ratio moyen de couverture	40,99	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	5,94	
Nombre de SGI participantes	27	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de couverture = Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / Le PER moyen du marché) - Le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 CÔTE D'IVOIRE Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire Avenue de l'Indépendance - 01 Tél : (229) 21 31 21 38 Fax : (229) 21 31 21 38	 BÉNIN Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin - 01 BP 1000 - Cotonou Tél : (229) 21 31 55 50 Fax : (229) 21 31 55 50	 CÔTE D'IVOIRE Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire - 01 BP 1000 - Cotonou Tél : (229) 21 31 55 50 Fax : (229) 21 31 55 50	 CÔTE D'IVOIRE Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et de Services de Côte d'Ivoire 01 BP 1000 - Cotonou Tél : (229) 21 31 55 50 Fax : (229) 21 31 55 50	 CÔTE D'IVOIRE Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Côte d'Ivoire - 01 BP 1000 - Cotonou Tél : (229) 21 31 55 50 Fax : (229) 21 31 55 50	 CÔTE D'IVOIRE Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Côte d'Ivoire - 01 BP 1000 - Cotonou Tél : (229) 21 31 55 50 Fax : (229) 21 31 55 50	 BÉNIN Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin - 01 BP 1000 - Cotonou Tél : (229) 21 31 55 50 Fax : (229) 21 31 55 50	 TOGO Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo - 01 BP 1000 - Lomé Tél : (229) 21 31 55 50 Fax : (229) 21 31 55 50
--	--	--	---	---	---	--	---

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

 UCA UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A. Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN 001 BP 8690 RP uca@ucasgi.com (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00 (229) 21 31 00 21 www.ucasgi.com	 Carré 211 St Michel immeuble SGI-Bénin 01 BP 4546 Cotonou. Tél : (229) 21 31 15 41 21 31 15 71	 BOA CAPITAL SECURITIES Groupe BMCE BANK BOA CAPITAL SECURITIES Siège BOA Benin, Boulevard de France Tel : (229) 21315343/64182121	 SOCIETE DE BOURSE Immeuble de l'Africaine des Assurances Face à la Direction de l'Emigration Immigration 01 BP 8668 RP Cotonou contact@agi-agi.com +229 21318733 +229 21316065	 AFRICABOURSE Avenue Steinmetz Face Immeuble Air Gabon 01 BP 6002 COTONOU BENIN Tél : (229) 21 31 88 35 / 21 31 88 36	 BIIC Financial Services Société de gestion et d'intermédiation Boulevard Saint Michel Immeuble Agence BIIC Dantokpa 01 BP. 7700 Cotonou Tél. +229 21324875 Tél. +229 21324876 sgibfs@biic-financialservices.com
--	---	---	---	--	---

## Volet Assurance maladie du projet ARCH

## Za-Kpota rejoint le lot des communes bénéficiaires

Za-kpota, dans le département du Zou, rejoint désormais les localités bénéficiaires du volet Assurance maladie du projet Assurance pour le renforcement du capital humain (ARCH). Les Ministres Benjamin HOUNKPATIN de la Santé et Véronique TOGNIFODE des Affaires Sociales et de la Microfinance ont procédé, le vendredi 17 Juin 2022 au lancement de l'extension de ce volet assurance maladie dans la commune de ZA-KPOTA. La cérémonie s'est déroulée au Centre de promotion sociale de la commune en présence de l'honorable Boniface YEHOUEOMEY, membre du bureau de l'Assemblée Nationale, du Préfet du Zou, des autorités communales et locales ainsi que des bénéficiaires.

Au total 12.120 personnes ont été impactées. Elles ont reçu chacune ce précieux sésame, qui leur permet d'être prises en charge gratuitement dans les formations sanitaires publiques du Bénin. Ce désir constamment refoulé d'accéder aux soins de qualité est désormais comblé pour ces hommes et femmes qui n'ont pas caché leur satisfaction. Les mots étaient pleins de gratitude à l'endroit du Gouvernement et de ses ministres qui ont tenu à faire le déplacement pour leur témoigner leur solidarité. Dans son allocution de lancement, Madame Véronique TOGNIFODE, Ministre des Affaires sociales et de la Microfinance



a rappelé la vision du Gouvernement qui est de supprimer pour cette couche de la population, les obstacles financiers liés à leur prise en charge sanitaire. « L'Etat supporte entièrement les frais liés à leur prise en charge sanitaire pour les pathologies contenues dans le panier de base. Ce panier

comprend 75% des pathologies les plus courantes qui font le plus souvent objet de la fréquentation de nos centres de santé comme le paludisme, les maladies diarrhéiques, les infections digestives, les affections respiratoires, les accouchements, les traumatismes, etc. », a-t-elle déclaré. Elle n'a pas manqué d'exhorter les autorités politico-administratives à accompagner le Gouvernement dans les phases de sensibilisation des populations bénéficiaires.

Le Ministre de la santé a, pour sa part, rappelé toutes les actions en cours dans le cadre du Programme d'action du Gouvernement pour offrir un cadre adéquat et aux normes, ainsi qu'une prise en charge optimale aux patients. « Je voudrais rassurer que les soins de santé dans le cadre du projet ARCH respecteront les normes et standards de qualité du secteur », a-t-il déclaré. À l'instar de Za-Kpota, les communes de Kalalé et de Matéri sont également annoncées pour bénéficier du volet assurance maladie du projet ARCH.



## Etats-Unis

## Une récession n'est pas « inévitable »

L'économie des Etats-Unis pourrait remonter la pente avec plus de peur que de mal. « Je ne pense pas qu'une récession est inévitable », a avancé la secrétaire au Trésor américaine Janet Yellen sur la chaîne ABC News ce dimanche. Une déclaration seulement quelques jours après une nouvelle hausse des taux directeurs de la banque centrale américaine qui laisse craindre la

perspective d'une contraction économique. Janet Yellen concède cependant s'attendre « à ce que l'économie ralentisse » dans le cadre d'une transition vers une « croissance lente et stable ». L'hypothèse d'une récession aux Etats-Unis prend de l'ampleur après la décision historique mercredi de la banque centrale (Fed) de relever fortement ses taux directeurs, dans le but de juguler une inflation

galopante. « Le président (de la Fed) Powell a déclaré que son but était de réduire l'inflation tout en maintenant un marché de l'emploi fort. Cela va demander du talent et de la chance, mais je crois que c'est possible », a déclaré la secrétaire au Trésor, qualifiant le niveau d'inflation d'« inacceptable ». « C'est la priorité du président Biden de la réduire », a souligné Mme Yellen.

20 minutes

## Afrique de l'Ouest

## Une mission du médiateur de la CEDEAO au Burkina Faso

Dans le cadre de la mise en œuvre du mandat qui lui a été assigné, lors du Sommet extraordinaire du 04 Juin 2022, par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, le Médiateur de la CEDEAO, S.E.M. le Président Mahamadou ISSOUFOU, ancien Président de la République du Niger, a effectué une mission de prise de contact au Burkina Faso du 17 au 18 juin 2022.



## COMMUNIQUE

## MISSION DU MEDIEATEUR DE LA CEDEAO AU BURKINA FASO

DU 17 AU 18 JUIN 2022

- 1- Dans le cadre de la mise en œuvre du mandat qui lui a été assigné, lors du Sommet extraordinaire du 04 Juin 2022, par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, le Médiateur de la CEDEAO, S.E.M. le Président Mahamadou ISSOUFOU, ancien Président de la République du Niger, a effectué une mission de prise de contact au Burkina Faso du 17 au 18 juin 2022.
- 2- Il était accompagné par S.E.M. Jean-Claude Kassi BROU, Président de la Commission, le Général Francis A. BEHANZIN, Commissaire aux Affaires Politiques, Paix et Sécurité et S.E.M. Tiena COULIBALY, Représentant Résident de la CEDEAO au Burkina Faso.
- 3- L'objectif de la Mission était de rencontrer les autorités de la transition afin de discuter sur les défis qui affectent le Burkina, aux plans sécuritaire, humanitaire, institutionnel ainsi que ceux liés au changement climatique et au développement. Il a insisté sur le fait que tous ces défis sont liés. Il a également rappelé la nécessité de convenir d'un chronogramme acceptable pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel.
- 4- Le Médiateur a été reçu en audience par le Lieutenant-Colonel Paul Henri Sandawogo DAMIBA, Président de la transition, Chef de l'Etat, a saisi l'occasion de cette audience pour présenter ses condoléances suite au massacre de Seytenga au Nord du pays.
- 5- Le Médiateur a également eu des échanges avec une délégation ministérielle dirigée par S.E. Madame Olivia Ragnagnewendé ROUAMBA, Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération régionale et des burkinabè de l'extérieur ainsi que les membres du corps diplomatique accrédités au Burkina Faso ;
- 6- Le Médiateur a salué les efforts faits par les Autorités de la Transition en faveur de l'Ancien Président Roch Marc Christian KABORE et a rappelé la demande exprimée par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO quant à l'effectivité de la liberté du Président
- 7- Le Médiateur a encouragé les autorités de la Transition à poursuivre les efforts en cours pour améliorer la sécurité dans le pays. Il a également appelé les partenaires extérieurs à renforcer leur soutien au Burkina Faso notamment dans le domaine humanitaire.
- 8- Le Médiateur a également noté la nécessité d'œuvrer à un compromis dynamique dans l'élaboration d'un chronogramme acceptable en vue d'un retour rapide à l'ordre constitutionnel. Le Médiateur a aussi informé les Autorités de la Transition de la nécessité de développer un Mécanisme de suivi-évaluation pour accompagner le processus de Transition
- 9- La Mission a remercié les autorités burkinabè pour l'accueil chaleureux et les discussions franches et cordiales, ainsi que pour les facilités mises à sa disposition.

Fait à Ouagadougou, le 18 juin 2022.

Le Médiateur

SEM Mahamadou ISSOUFOU,  
Ancien Président de la République du Niger

AFC

Ingenierie-Formation-Coaching-GRH-Etudes socio-économiques-Conseils-Montage des Projets-Voyages d'affaires-Audits-Foires et Salons

Afrique Formation  
& Conseils

Dernier Appel à Candidatures

## Sommet Mondial des Experts et Spécialistes en Passation des Marchés

(Dubai, Emirats Arabes Unis 2022)

Le cabinet Afrique Formation et Conseils (AFC) lance un dernier appel à candidatures pour l'inscription au premier Sommet Mondial des Experts et Spécialistes en Passation des Marchés qui aura lieu du **24 au 31 Juillet** à **Dubai** aux Emirats Arabes-Unis sur le thème : **les bonnes pratiques dans les marchés publics**. Peuvent y prendre part, tous les acteurs de la chaîne de la commande publique, les bailleurs de fonds internationaux, les collectivités territoriales décentralisées, ainsi que toutes les entreprises privées et/ou multinationales désireuses de se positionner à l'international.

### Comme participant, vous allez :

- Echanger sur les innovations dans les procédures des bailleurs de fonds internationaux et celles des différents pays ;
- Apprendre et maîtriser les bonnes pratiques en matière de passation et de contrôle des marchés publics dans le monde ;
- Rencontrer des experts d'autres pays et partager vos expériences communes ;
- Prendre part et intervenir aux conférences, débats, et ateliers de réseautage ;
- Augmenter votre carnet d'adresses ;
- Bénéficier de 20% de réduction des frais de participation ;
- Obtenir une certification internationale.

### Date limite d'inscriptions : 30 Juin 2022

Pour obtenir le dossier d'inscription, merci d'envoyer un email ou un WhatsApp avec votre nom, profession actuelle et numéro de téléphone fiable à : **contact@afriqueformation.com/ WhatsApp (237)694 30 42 52**. (Uniquement message WhatsApp. Pas d'appels téléphoniques svp)

## Secteur postal au Bénin

# L'ARCEP invite les prestataires à s'enregistrer

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de régulation postale, l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (ARCEP Bénin) procède au recensement des personnes physiques fournissant les prestations de diverses courses de distribution de colis, des objets, des repas, sur toute l'étendue du territoire national. C'est dans un communiqué signé du Secrétaire Exécutif de l'Arcep Bénin que cette information est portée à la connaissance de tous les acteurs du secteur. Selon le communiqué, les personnes concernées sont invitées à se faire enregistrer sur le site de l'ARCEP Bénin.

Lire le communiqué

Cotonou, le 03 MAI 2022

## COMMUNIQUÉ

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de régulation postale, l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et de la Poste (ARCEP BENIN) procède au recensement des personnes physiques fournissant les prestations de diverses courses, de distribution de colis, objets et/ ou repas, sur toute l'étendue du territoire national.

A cet effet, elle invite les personnes concernées à se faire enregistrer sur son site web à l'adresse : [www.arcep.bj](http://www.arcep.bj) ou par le lien : <https://forms.gle/hUyrlapKXZgUj1urG9> à compter du 03 mai au 30 juin 2022.

L'ARCEP BENIN rappelle que ce recensement est gratuit.

Pour tout renseignement complémentaire, appeler gratuitement le 131 ou écrire à l'ARCEP BENIN à l'adresse email : [contacts@arcep.bj](mailto:contacts@arcep.bj)

Le Secrétaire Exécutif,  
Le Secrétaire Exécutif  
Hervé Couvy GUEDEGBE

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

**Taureau** Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

**Gémeaux** Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

**Cancer** Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

**Lion** Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

**Vierge** Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

**Balance** Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

**Scorpion** Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

**Sagittaire** Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

### Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

### Capricorne

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

**Verseau** Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

**Poissons** Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclavage" (Publilius Syrus).

## L'économiste

Premier Quotidien Économique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007  
Sikèkòdji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : [leconomistbenin1@gmail.com](mailto:leconomistbenin1@gmail.com)Site : [www.leconomistbenin.com](http://www.leconomistbenin.com)

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

### Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

### Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHEMÉGAN (97 14 85 43)

### Directeur de publication

Jules AFFODJI

### Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

### Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO  
(66656265)

### Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI  
Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU  
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

### Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Économiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Économiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : [eco.benin.paris@gmail.com](mailto:eco.benin.paris@gmail.com)

### Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

### Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

## Citrus and Pineapple Processing Unit in Za-Kpota

### CDC Benin And ORANA SA In Agreement For Financing

On Monday, 13 June 2022, the officials of the Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDC Benin) and ORANA SA signed a partnership agreement for the installation of the citrus and pineapple processing unit in Za-kpota.



The signing of the agreement between CDC Bénin, represented by its Director General Létondé F. Brice HOUETON and Mr. Togbéji AHOKPA, promoter of ORANA SA, marks a new stage in the process undertaken by CDC Bénin to support the structural transformation of the economy and industrialization. With an annual production of more than 100,000 tons of citrus fruits, our country Benin continues to export almost all of this production, without adding value and also suffers a high rate of damage. To reverse this situation, the government has taken strong decisions to encourage the establishment of industries and the local processing of raw materials into finished prod-

ucts. This funding from the CDC Benin, concerns the establishment of an industrial production plant of citrus concentrates to international standards. The realization of this investment project, will transform in a first phase, about fifty thousand (50,000) tons of the production of oranges, into concentrate of juices intended for African, Asian, American and European markets. The cost of installing the plant is estimated at 2.6 billion FCFA and the entry into production is expected in the first half of 2023. The CDC Benin provides a little more than 1 billion FCFA, in equity (by entering the capital) to finance the equipment. The processing plant that will be located in Za-Kpota, by contributing to the creation

of added value, will provide an increase in income to 46 cooperatives, bringing together more than 6,150 citrus producers, in addition to the low-risk financing opportunities to the Decentralized Financial Structures (DFS) that will lend to citrus producers. It will create 70 direct jobs and several hundred indirect seasonal jobs, linked to the planting and picking of citrus fruits. ORANA SA is a private company 100% owned by Benin citizens and which has obtained the concession of the site of the Za-Kpota orange processing plant from the Government. The signing of this financing agreement brings the cumulative amount of direct commitments from CDC Benin to CFAF 91.7 billion.

## Bonn Conference 2022

### Climate Financing at the Heart of Discussions

Providing financial support to developing countries to address loss and damage caused by climate change was one of the main topics of the climate conference held in Bonn, Germany, from 6 to 16 June 2022.



Extreme weather events have affected more than 4 billion people and caused the loss of \$2.9 trillion since 2000, according to the World Resources Institute (WRI), an American NGO based in Washington. Most of this damage has been produced in poor countries that do not emit significant amounts of greenhouse gases. "While this should not discourage action or prevent from hoping, it clearly shows that any climate action package is incomplete without serious action and funding to address the losses and damage that have already been triggered," said WRI experts Preety Bhandari, Nataniel Warszawski and Chikondi Thangata. The average annual global

funding available to combat such disasters – only \$632 billion between 2019 and 2020 – falls far short of addressing the full scale and severity of the problem. This is one of the key topics that experts from more than 200 countries gathered in Germany to discuss. The agenda also included the global goal on adaptation, a work programme to strengthen action for the reduction of emissions by 2030, and a process to collectively take stock and mobilize climate action.

#### Mitigation and adaptation

According to the WRI, of the above amount, about 90.3% was made available for mitigation and 7.2% for adaptation, while the remain-

ing 2.4% covered both activities.

Adaptation to climate change refers to strategies, initiatives and measures to reduce the vulnerability of natural and human systems to the effects of climate change. Mitigation, on the other hand, is an intervention to reduce sources or increase sinks of greenhouse gases. "Climate change is not an agenda we can afford to push back on our global agenda. We need decisions and actions now and it is up to all nations to make progress in Bonn," said Patricia Espinosa, UN Executive Secretary for Climate Change, shortly before the conference, which serves as a preparatory platform for COP 27 in November in Egypt.

## Agriculture Sector in Benin

### Operationalization of the National Guidance and Monitoring Council

On Thursday, June 16, 2022, the Minister of Agriculture, Livestock and Fisheries (APRM), Mr. Gaston Cossi DOSSOUHOUI, officially installed in their functions, the members of the agricultural sector's National Council for Guidance and Monitoring (CNOS). The Prefect of the Coast, Alain Orounla, the President of the Association of Non-State Actors (ANE), the Representative of the European Union and executives of the Ministry took part in this event.

After the adoption of Decree No.2021-376 of 14 July 2021 on the powers, organization and functioning of the agricultural sector's National Council for Guidance and Monitoring (CNOS) with a view to adapting it to new challenges, those who have been appointed for the assignment got to business. They received a mandate from the Minister of Agriculture, Livestock and Fisheries, Gaston Cossi Dossouhoui. It should be made clear that this council is a framework for consultation, dialogue and participatory governance between all actors in the agricultural sector. In this capacity, it is responsible for ensuring the popularization and dis-



semination of agricultural sector policy documents; ensuring the effective and efficient implementation of the national policy for the development of the agricultural sector in relation to the competent operational structures; analysing the results of the implementation of the national policy for the development of the

agricultural sector; proposing corrective measures to political leaders for better management of the agricultural sector; ensuring the prevention and management of conflicts between the different categories of actors involved in the agricultural sector. After recalling the challenges that await Benin in the sector,

the Minister recalled the ambitions and vision of the government through this council. For him, "the National Council for Guidance and Monitoring (CNOS) of the agricultural sector and its Leading Team that we are establishing today, is a real tool to ensure a better management of the agricultural sector's actions. In the current context of the continued operationalization of the Territorial Agencies for Agricultural Development, and of the other structures resulting from the reform, in particular the National Agricultural Development Fund, the Beninese Food Safety Agency, it appears necessary that the CNOS, as a steering and regulatory body, should play its part in promoting and popu-

larizing the actions of the sector, in particular for the promotion of agricultural sectors." Speaking to the members of the committee, the minister said: "You have a heavy responsibility to monitor, guide and regulate the agricultural sector's activities with a view to improving the quality of its management." The Head of the Leading Team of the Council, Moses Achille HOUSSOU, was aware of the challenge. "We have no

choice because the agriculture sector is a major sector for our country," he said before making a commitment on behalf of other members to work towards the promotion of the Beninese agriculture in order to make it a reference from the point of view of structuring, producing and promoting its sectors. It should be noted that the agricultural sector's CNOS includes twenty-three (23) members. Their term of office is three years.

Adapted and Translated from French into English by:  
Albéric Djomaki,  
CEO at LMS (www.lmsgroupafrica.com)  
American Translators Association (ATA) Associate Member  
References:  
<https://leconomistebenin.com/2022/03/08/jif-2022-la-fondation-moov-africa-celebre-les-femmes-handicapees/>  
<https://leconomistebenin.com/2022/03/08/africa-investment-forum-des-projets-bancables-de-plus-de-50-milliards-de-dollars-a-decouvrir/>  
<https://leconomistebenin.com/2022/03/06/inclusion-economique-dans-le-monde-le-benin-parmi-les-23-pays-a-ameliorer-leur-lois-en-faveur-des-femmes/>

## Festival International Vootoon

### Un grand rendez-vous autour du dessin numérique

Des acteurs nationaux comme internationaux du dessin étaient réunis à Cotonou autour du Festival International Vootoon (FIV 2022). Initiée par l'Association des storyboarders du Bénin (AS-Bénin) les travaux de cette 6ème édition, démarrés le vendredi 17 juin à l'hôtel Golden Tulip se sont achevés le dimanche 19 juin 2022.

● Félicienne HOUSSOU

Le rideau est tombé sur le FIV 2022 qui s'est tenu sur trois jours. Entre expositions, ateliers, démonstrations, battles digitaux, talks et animations, la capitale économique a vibré aux couleurs du dessin numérique. Objectif, valoriser les acteurs et faire la promotion du dessin numérique. Selon Constantin Adadja, coordonnateur général du festival, ce rendez-vous culturel va faire découvrir au public et aux passionnés, le dessin numérique dans tous ses méandres. « Notre but c'est de mettre l'accent sur le dessin numérique qui connaît une ascension exceptionnelle ces dernières années. La nouvelle génération de dessinateurs misent sur le numérique. Nous voulons permettre au public de les découvrir », a-t-il expliqué. Ainsi, plusieurs formations ont marqué l'événement. Entre autres, une soixantaine d'enfants bénéficient depuis le 15 juin d'un atelier de dessin, animé par l'illustratrice et auteure de bande dessinée française, Lisa Haberer. L'experte a initié les enfants sur les astuces et outils nécessaires



pour l'amélioration de leur niveau en dessin. Le FIV 2022 se veut une initiative pour démocratiser le secteur de l'art. C'est pourquoi, Firmin Tovodounnon, directeur de l'école internationale de graphisme et partenaire de l'événement s'est engagé à accompagner les jeunes vers la découverte de leur passion. « C'est une chance donnée au enfants passionnés de se former et pouvoir vivre de leur art », a-t-il souligné. A l'en croire, c'est une manière de faire la promotion du Bénin ainsi que de sa richesse culturelle. Festival International Vootoon 2022 a permis aux participants d'avoir un cadre d'échange sur les différents logiciels pour faire du dessin numérique et les marchés des WebToon en

Afrique. Une exposition découverte sur le dessin numérique à l'Institut français de Cotonou, un concert-dessin au théâtre de verdure, des conférences débats, pour ne citer que ceux-là. Egalement, l'illustration numérique de plusieurs artistes venus du Bénin, du Togo, de la Côte d'Ivoire et de la France, comme Radji Ridwan, Gilchrist Domingo, Franck Armel, Lisa Haberer, Emmanuel Agbo, Enock Dedegbé, Chidi Ledragondor...a été mise en valeur. Notons que la cérémonie de lancement a été marquée par la présence de Evelyne Mediza Vizey, épouse de l'ambassadeur de la France près le Bénin et marraine du Festival International Vootoon 2022, ainsi que d'autres personnalités du monde culturel.

## Découverte du Bénin

### Les neufs groupes sociolinguistiques

Le Bénin compte une soixantaine de langues locales ou langues nationales que l'on peut répartir dans neuf (09) groupes sociolinguistiques comme suit :

- 1) Le groupe des FONS est composé de 10 langues (Fon, Goun, Aizo, Mahi, Wémè, Tori, Kotafon, Tofin, Sèto, Tchi). Ce groupe représente 39,2% de la population
- 2) Le groupe des ADJAS composé de 09 langues (Adja, Sahouè, Xwla, Pla, Mina, Péda, Défi, Ouatchi, Popo). Ce groupe représente 15,2% de la population.
- 3) Le groupe des YOROUBAS composé de 10 langues (Yoruba, Nago, Idaasha, Holi, Ifè, Itcha, Mokolé, Tchabè, Manigri, Partogo). Ce groupe représente 14,5% de la population.
- 4) Le groupe des BARIBAS avec 03 langues (Bariba, Boo, Boko). Ce groupe représente 9,2% de la population.
- 5) Le groupe des PEULHS avec 03 langues (Peulh, Fulfuldé, Gando). Ce groupe représente 7,3% de la population.
- 6) Le groupe des OTTAMARIS avec 10 langues (Ottamari, Berba, Bésorabè, Waama, Natimba, Gourmantché, Yendé, Gabanga, Hossori, Bettyobé). Ce groupe représente 6,4% de la population.
- 7) Le groupe des YOA-LOKPA avec 13 langues (Yoa, Lokpa, Pila-Pila, Dompargo, Anii, Kotokoli, Foodo, Taneka, Soruba, Biyobè, Kebyè). Ce groupe représente 4,3% de la population.
- Le groupe des DENDIS avec 02 langues (Dendi, Djerma). Il représente 2,5 % de la population
- 9) Le dernier groupe qu'on peut mettre dans la catégorie Autre groupe avec des langues comme (Haoussa, Cotimba, Zerma, et autres). Il représente 1,4 % de la population.

Langues dominantes par département

**Alibori :** Dendi 41%, Bariba 34%, Peulhs 18%  
**Atacora :** Bariba 51%, Ottamari 26%  
**Atlantique :** Fon 61%, Yoruba 10%  
**Borgou :** Bariba 38%, Peulh 29%  
**Collines :** Fon 28%, Yoruba 51%  
**Couffo :** Adja 84%, Fon 10%  
**Donga :** Dendi 43%, Yoa 32%  
**Littoral :** Fon 48%, Yoruba 18%  
**Mono :** Adja 63%, Fon 21%  
**Ouémè :** Fon 71%, Yoruba 15%  
**Plateau :** Yoruba 67%, Fon 21%  
**Zou :** Fon 91%

Remarque : Le FON est présent dans tous les départements du Bénin avec au moins 5% de locuteurs, le YOROUBA est aussi présent dans tous les départements avec au moins 3% de locuteurs, le PEULH est présent dans tous les départements avec au moins 1% de locuteurs. Le ADJA est absent dans trois (03) départements, le BARIBA est absent dans cinq (05) départements et ainsi de suite. Nous ne donnons pas l'impression d'avoir tout cerné mais voilà ce que nous avons pu essayer

Joseph ADJAÏTO, Écrivain, Entrepreneur, Enseignant, Pasteur, Directeur Général LANGUAGES HOUSE INTERNATIONAL, centre de formation pratique des langues Africaines et Étrangères (Yoruba, Swahili, Anglais, Chinois, Japonais, Russe, Espagnol, Portugais, etc..)

## Protection en ligne de l'enfance

### L'ANSSI en campagne de sensibilisation des utilisateurs du Cyberspace

Le vendredi 17 juin 2022, l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) a procédé au lancement de son projet de sensibilisation des utilisateurs du cyberspace sur la protection en ligne de l'enfance. Lancée à l'hôtel « Golden Tulip », cette initiative est soutenue par plusieurs partenaires dont l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

● Sylvestre TCHOMAKOU

Bien qu'il soit source d'avantages incalculables pour ses utilisateurs, le numérique présente de nombreux dangers autour desquels il faille informer et sensibiliser le grand public, spécifiquement la couche juvénile. C'est, consciente de cette évidence, que l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) a lancé, avec le soutien de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et du réseau de Téléphonie mobile MTN, la « Campagne de sensibilisation et d'information des utilisateurs du cyberspace béninois et de la protection de l'enfance en ligne ». Prévue pour se dérouler sur douze (12) semaines, cette campagne qui a pour cible le grand public, vise à sensibiliser les citoyens béninois à l'importance de la sécurité numérique ainsi qu'à la prévention face aux dangers de l'usage non averti des outils numériques auprès des jeunes et des enfants. Les objectifs, à terme, sont de produire un changement de comportement quant à l'utilisation des outils du numérique; d'engendrer auprès du grand public un usage averti



● Le DG ANSSI, Ouanilo Médégan Fagla

des services en ligne, des réseaux sociaux et de l'internet, etc. Dans son adresse, à l'occasion, le DG ANSSI, Ouanilo Médégan Fagla a insisté sur l'utilité de la campagne. « Nous avons, au niveau du secteur du numérique, avec nos partenaires, principalement l'Office centrale de répression de la cybercriminalité (OCRC), tenu à mettre en place cette campagne qui permettra de monter le niveau de sensibilisation des citoyens, même des entreprises et de toutes personnes qui utilisent au quotidien l'internet », a-t-il indiqué. Pour sa part, le Coordonnateur résident des Nations Unies au

Bénin, Salvador Niyozima, tout en soulignant l'importance de cette campagne au vu des dérives croissantes, a réitéré le soutien de l'ONUDC pour un usage responsable du numérique. Face à la diversité de vices pullulant sur les réseaux sociaux, plusieurs thématiques sont ciblées pour cette campagne. En matière de protection de l'enfance en ligne, il s'agit de : le contrôle parental, les sites à caractère sexuel ; la pédopornographie et la prévention des violences sexuelles sur les enfants ; les contenus violents et obscènes ; les paris en ligne pour ne citer celles-là. Pour ce qui est de la sécurité numérique personnelle face aux dangers du cyberspace, « les rançongiciels et logiciels malveillants ; l'hameçonnage ; la sécurité des mots de passe, etc. », sont à développer tout au long des 12 semaines. Face à la montée en puissance de l'arnaque en tout genre, « Les faux comptes des réseaux sociaux ; les faux transferts d'argent ; l'arnaque à la cryptomonnaie ; la sextorsion », ne sont pas du reste.



● Les panélistes au lancement de la campagne

## Fair-play financier

### La Liga et son avocat Juan Branco réclament l'abrogation du contrat de Mbappé avec le PSG

Après avoir confirmé qu'elle avait déposé des plaintes auprès de l'UEFA contre le Paris Saint-Germain et Manchester City, qui « enfreignent continuellement le règlement actuel du fair-play financier », la Liga est passée à la vitesse supérieure en détaillant, vendredi, depuis le luxueux hôtel parisien Le Meurice, les procédures engagées ou à venir contre le PSG.

Pour ce faire, la Liga a missionné le très médiatique avocat franco-espagnol, Juan Branco, qui s'est présenté face aux médias dans un décorum d'une discrétion toute relative, avec deux panneaux sur lesquels on peut voir son nom et celui de la Liga. Le but affiché de Juan Branco et Javier Tebas, le sulfureux président de la Ligue de foot

espagnole et meilleur ennemi du PSG version QSI. « Un changement de système » des finances des clubs européens visant à contrecarrer les plans des nouveaux riches appartenant de près ou de loin à des Etats, comme c'est le cas pour le PSG (Qatar), Man City (Emirats arabes unis) ou Newcastle (Arabie saoudite).

20 MINUTES

# VOUS LANCEZ UNE PROMO, UNE **CAMPAGNE** OU DES SOLDES ?

Profitez de Notre nouveau service de communication numérique pour une visibilité accrue de vos activités.

**L'Économiste du Bénin** utilise l'application ZOOM comme SaaS (Software as a Service) et met à votre disposition un outil pratique et dynamique pour être mieux en contact avec les clients ET vendre.

Cliquez sur le lien ci-dessous pour en savoir plus ; vous êtes immédiatement en contact audio-vidéo avec l'Économiste.

<https://bit.ly/JeRecherche>

- Programmation quotidienne sur notre plateforme audio-vidéo. Liens dans le journal et sur le site web.
- En direct et en interactif sur la plateforme audio-vidéo "de CHEZ VOUS".
- Publications sur des réseaux sociaux (twitter, youtube, facebook) ; et intégration d'un SEO (Search Engine Optimization) inédit et efficace.

Vous pouvez également nous joindre par les canaux habituels.



(229) 60917800 / 95429626



leconomistebenin1@gmail.com